



CONTRIBUTION
DES MIGRANTS ET
DES DIASPORAS

22.

Conjonctures socioéconomiques et stratégies migratoires des Sénégalais : Une adaptation au long cours¹

Hamidou Dia²

Résumé : Ce chapitre analyse les raisons que des Sénégalais mettent en avant pour expliquer leur décision d'émigrer. Il est basé sur des recherches que je mène depuis 2003 sur des réseaux de migrants constitués à partir de ce que j'appelle le village multi-situé, une unité sociale qui prend en compte non seulement les habitants d'un site rural, mais aussi leurs familles déployées depuis longtemps sur plusieurs espaces nationaux et internationaux. Les motifs du départ sont mis en relation avec des éléments contextuels essentiellement d'ordre économique : la modernisation monétaire, le reflux agricole, le déclasserment urbain et la mobilité pour études.

22.1. Introduction

Le Sénégal est l'un des pays ouest-africains les plus représentés dans la migration internationale : les statistiques officielles indiquent environ 533 000 émigrés (DAES, 2013) sur une population actuelle estimée à 16 209 125 habitants³.

Les destinations sont très diversifiées⁴ : au sein du continent africain, ce sont des pays comme la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Maroc, l'Égypte, le Cameroun, le Gabon, le Congo et la République démocratique du Congo (et dans une moindre mesure l'Angola) ; ailleurs, en Europe, la France est restée longtemps le point de chute privilégié, principalement jusqu'au milieu des années 1980 ; par la suite, d'autres pays de l'Europe du Sud ont commencé à accueillir des Sénégalais (en particulier l'Italie, l'Espagne, et dans une moindre mesure le Portugal et l'Allemagne). Les Amériques sont aussi des lieux où ils s'installent : États-Unis, Canada, Brésil, Argentine ; depuis peu, des Sénégalais sont assez fréquemment enregistrés en Asie, notamment en Chine. Les pays arabes sont aussi investis par les Sénégalais depuis très longtemps (Fall, 2016 ; Dia, 2015b).

C'est une émigration principalement de travail, et pendant longtemps le fait d'hommes⁵ ; néanmoins, elle admet une frange qualifiée, constituée à partir des migrations d'étudiants dans les pays européens et en Amérique du Nord ou encore au Maghreb et dans les pays du Golfe, ainsi que, quelquefois, dans les pays de l'ex-bloc soviétique, et de plus en plus en Chine (Kane, 2019 ; Dia, 2015b, Bredeloup 2014).

¹ L'expression « long cours » renvoie dans ce titre à la borne temporelle définie dans le cadre de ce texte, c'est à dire de la fin de la période coloniale à aujourd'hui.

² Centre Population et Développement (CEPED), Institut de recherche pour le développement (IRD) et Université de Paris.

³ Source : www.ansdsn (le site de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, consulté le 6 avril 2020).

⁴ Selon le DAES (2013), 49 % des Sénégalais sont établis en Europe, 47 % en Afrique, 3 % en Amérique du Nord et 0,6 % dans les autres régions du monde.

⁵ Selon le DAES (2013), 63 % des Sénégalais ayant émigré sont des hommes.

C'est une émigration qui connaît des spécificités régionales (Manjaks originaires du sud du Sénégal, Soninkés et Haalpulaaren de la vallée du fleuve) et religieuses⁶ – à dominante confrérique : Mourides qui suivent Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké, Niassène, une branche de la Tidjaniyya se réclamant de Cheikh Ibrahima Niass. Pour rappel, la Tidjaniyya a été fondée par Cheikh Ahmed Tidjane Chérif, et d'autres pôles urbains sénégalais s'en réclament : les Omariens disciples de Cheikh Oumar Al Foutiyou Tall, les épigones de Seydi El Hadj Malick Sy depuis Tivaouane, de Cheikh Mouhamadou Saïdou Ba à Médina Gounass fondé en 1936. Aujourd'hui, c'est un phénomène qui concerne toutes les régions du Sénégal, y compris Dakar, la capitale (Beauchemin *et al.*, 2013 ; Kane, 2019).

Ce chapitre explore les raisons que les migrants sénégalais mettent en avant pour expliquer leur décision de partir. Il s'appuie sur une recherche ethnographique que je mène depuis 2003 auprès de réseaux d'interconnaissances issus de ce que j'ai appelé les *villages multi-situés sénégalais*⁷ : des réseaux constitués par la migration et qui s'étalent sur plusieurs espaces nationaux, continentaux et internationaux, impliquant plusieurs générations d'individus partageant la référence à un espace d'origine, ici un site rural (Dia, 2013 ; Dia, 2015b). À travers quatre études de cas, il montre comment la situation socioéconomique interpelle à chaque fois les individus et les espaces domestiques sommés ainsi de se réinventer en permanence par la migration, faute de solutions sur le territoire national.

22.2. La modernisation monétaire

Les *villages multi-situés* mis en avant ici sont historiquement constitués à partir de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, partagée entre les actuelles régions de Saint-Louis et de Matam. Ils sont peuplés pour la plupart de Haalpulaaren, et leur économie a longtemps reposé sur l'agriculture servie par des terres fertiles (Kane, 2004). Cette situation agricole a favorisé un relatif repli de la région sur elle-même. L'hégémonie coloniale (1850-1960) est à l'origine d'un changement de paradigme dans les échanges économiques : on a de plus en plus recours à une monnaie frappée ailleurs, et dont la possession est rendue nécessaire par les transformations de l'économie (Manchuelle, 2004). C'est à partir de ce moment que de grands mouvements, récurrents et de plus en plus importants, commencent à mobiliser des jeunes au sein des villages, qui partent s'employer dans les grandes villes d'alors et aussi vers d'autres régions agricoles. L'idée maîtresse à l'époque est de travailler pendant une courte période de façon à gagner un peu d'argent pour ensuite retourner dans les villages : on peut ainsi s'acquitter de l'impôt, puis payer les frais relatifs à un mariage ou à la constitution d'un cheptel, pour ne relever que ces occurrences les plus standardisées. Les familles rurales ne dépendent pas à ce moment-là complètement de la migration ; ce qui est important c'est de pouvoir honorer les obligations posées par l'administration coloniale, et ensuite de s'inscrire dans un circuit d'échanges produit par des besoins nouveaux ayant reformaté les habitudes de consommation au sens large : alimentation, vêtements, attendus cérémoniels, nouvelles manières de construire occasionnant un changement de l'architecture globale, innovations technologiques bouleversant les espaces domestiques.

Demba, un ancien migrant retraité, né en 1940, vivant toujours aujourd'hui dans son village natal, raconte qu'il a commencé à aller en ville pour chercher du travail au milieu des années 1950. Il est issu d'une fratrie de sept enfants : quatre frères et trois sœurs. Son père était le chef du village. Il était lui-même chargé de collecter les impôts. C'est lui qui a demandé à Demba, en lui remettant une somme d'argent, d'aller à Dakar travailler pendant 4 mois, et de rapporter du numéraire à la maison. Dans la capitale sénégalaise, il a été accueilli par un oncle commerçant qui l'a aidé à trouver un travail journalier dans une cimenterie. Il rentrait ainsi au village avec une somme importante pour l'époque lui permettant d'honorer les vœux de son père, mais aussi de subvenir à d'autres besoins. Il a aussi pu réaliser d'autres choses : acheter du bétail, construire une maison à toit de zinc qui était à la mode à l'époque, et aider deux de ses frères à acheter du matériel agricole léger, ce qui leur permettait de produire du mil et du maïs, en même temps que des légumes, pour les besoins d'alimentation de la famille.

⁶ Les migrations internationales des Manjaks s'inscrivent dans le sillage de la mobilisation des colonies lors de la Première Guerre mondiale : des militaires partis combattre en France sont restés ; celles des Soninkés et des Haapulaaren sont davantage à relier à l'appel du salariat ouvrier des « Trente Glorieuses » en France. Les migrations confessionnelles quant à elles sont adossées au commerce, à l'entrepreneuriat d'une certaine manière.

⁷ Le village multi-situé délimite une scène sociale au sein de laquelle des pratiques et des représentations prennent sens, ce que ne permet pas d'approcher toujours le concept de transnationalisme.

Demba a ainsi effectué quatre années de suite un va-et-vient entre son village d'origine dans l'actuelle région de Matam et Dakar. Par la suite, il émigre en France en 1961 ; il y reste jusqu'à sa retraite au début des années 2000 avant de retourner dans son village où il fait figure de sage respecté et prodiguant des conseils à tous, en particulier à un de ses frères cadets devenu aujourd'hui chef du village. Le rôle joué par Demba dans sa famille à la fin des années 1950 comme étant celui qui rapportait l'argent, et en particulier pour payer les impôts, et destiné accessoirement à d'autres postes de dépenses, n'est pas singulier. Il a concerné à cette période de la vie de la moyenne vallée nombre de gens de sa génération ; c'est le contexte d'alors, celui d'une monétarisation et d'une obligation de faire face aux impératifs de l'administration moderne, qui a provoqué cet *aggiornamento* dans les comportements économiques des habitants renouvelant ainsi, à l'aune des évolutions, leurs pratiques de mobilités auparavant surtout liées à leur rapport à l'élevage.

22.3. Le reflux agricole

La moyenne vallée du fleuve Sénégal et ses villages ont longtemps été associés à la terre : on y pratiquait à la fois l'agriculture sous pluie et la culture de décrue. Cette image est cassée par les sécheresses des années 1970 qui déstructurent les exploitations et mettent à mal l'économie locale (Lavigne-Delville, 1991). Le bétail, l'autre mamelle nourricière de la région, subit aussi les dommages collatéraux de ce choc : la mémoire locale raconte que le spectacle de vaches, de taureaux, de moutons ou encore de chèvres gisant le long des pistes et des champs, faute de lieux de pâturages, était quotidien ; plusieurs familles ont ainsi perdu leur patrimoine et se sont retrouvées dans une situation les obligeant à trouver des solutions de rechange, et surtout à réviser profondément un certain nombre de pratiques économiques. Certes, l'État réagit en prenant de nouvelles orientations et mesures pour le secteur agricole (mécanisation, subventions et crédits), mais l'extrême politisation des processus de sélection des paysans fait que les moins soutenus par des hiérarques des régimes clientélistes qui se succèdent à la tête du Sénégal, et qui constituent la majorité, sont en dehors de cette nouvelle dynamique de modernisation biaisée de l'agriculture (Diop, 2008). C'est d'ailleurs au cours de cette décennie 1990 que les départs vers l'étranger à la fois proche – les pays de la sous-région – et lointain – les pays européens notamment – s'accélérent, institutionnalisant la migration moderne dans les mœurs sociales et économiques des habitants de la région.

Djibel est membre d'une fratrie de 4 sœurs et 2 frères. Il est né en 1953. C'est un retraité qui partage aujourd'hui son temps libre entre la France et le Sénégal. Il a un appartement dans un HLM de la banlieue parisienne, deux maisons dans la banlieue dakaroise dont l'une est mise en location et une troisième maison dans son village natal. À la fin des années 1970, ses deux parents sont âgés, ses sœurs sont encore mineures et vivent avec leurs parents. Avec son frère cadet, ils essaient de s'adonner à l'agriculture, mais ils n'ont pas assez de main-d'œuvre pour mettre en valeur le champ familial ni de capitaux pour acheter du matériel agricole leur permettant d'avoir de meilleurs rendements, alors que le fleuve reste campé sur son lit mineur, ce qui occasionne une raréfaction de la ressource hydrique. Djibel, en concertation avec les membres de sa famille, vend deux moutons du maigre troupeau qui leur reste et se rend à Dakar. Il est accueilli par un oncle paternel, cuisinier dans un restaurant de l'administration sénégalaise :

« (...) Ces années 1970 étaient très dures. En ce moment-là, il était difficile de trouver de la nourriture. Les gens ne changeaient pas d'habits sur plusieurs jours, voire plus d'une semaine. On mangeait difficilement plus d'une fois par jour. Il faisait très chaud à l'intérieur des maisons, à l'extérieur c'était pire. C'était intenable, j'ai dû en parler à la famille. Je ne pouvais plus supporter ça. J'ai décidé de partir. Papa, Maman et toute la famille ont prié pour moi. Je suis parti (...)»⁸.

Djibel fait du commerce ambulancier dans les rues de Dakar. Il décide ensuite de se rendre en France, parce qu'il s'est rendu compte qu'avec ce qu'il gagnait, il ne pouvait pas se construire une maison, prendre en charge la famille restée au village et satisfaire à l'essentiel de ses besoins dans la capitale sénégalaise sur la longue durée. Il arrive dans les Yvelines, un département proche de Paris, en 1983 ; peu de temps après, il trouve un emploi dans l'automobile, aiguillonné et chapeauté par des membres du *village multi-situé* qui l'avaient précédé en France. Il continue à prendre en charge la famille au village lui-même ; il met aussi à profit son séjour pour réaliser des investissements dans l'immobilier dont on a parlé plus haut. Il est très fier de ce qu'il a accompli ; certes très critique sur certains aspects de la migration, il en tire un bilan globalement satisfaisant au terme de sa carrière professionnelle :

⁸ Extrait d'un entretien avec Djibel, à son domicile de Pikine, banlieue de Dakar, 14 mars 2014.

« (...) J'ai fait construire une maison au village, j'en ai deux ici dans la région de Dakar. J'ai aidé toutes mes sœurs jusqu'à leur mariage. Elles n'ont plus été une charge pour moi, parce qu'elles s'étaient mariées à des gens du village qui vivent ici en France. Trois d'entre elles vivent en région parisienne avec leurs enfants. La quatrième est mariée à un cousin qui a émigré au Gabon, et qui est un riche commerçant. Il s'occupe bien d'elle, donc pas de soucis. Si je n'étais pas parti, peut-être que tout cela ne se serait pas passé (...)»⁹.

C'est par conséquent en réaction à une situation née des crises agricoles que Djibel, en accord avec sa famille, s'est inscrit dans une stratégie d'émigration par étapes, l'ayant mené de Dakar en région parisienne, et qui l'a conduit à prendre en charge la maison sur le site d'origine de son *village multi-situé*, puis à réaliser des investissements qui l'aident aujourd'hui à sécuriser au plan financier et matériel sa retraite entre la France et le Sénégal.

22.4. Le déclassement urbain

Le *village multi-situé* comporte aussi un versant urbain. C'est qu'une partie des habitants, partis du site originel, se sont installés à Dakar depuis la fin des années 1950. Ils y ont fondé des familles, y ont élevé des enfants : aujourd'hui, certains *villages multi-situés* de la moyenne vallée du fleuve Sénégal comptent pas moins de quatre générations urbanisées : de petits enfants, et d'arrière-petits-enfants des pionniers de l'installation dakaroise y ont trouvé un ancrage et y reproduisent les *villages multi-situés* en tant que scènes de sens (Dia, 2013a ; Dia, 2015a). Au départ, les pionniers de l'ancrage territorial en région dakaroise se sont installés dans la banlieue, en particulier à Pikine, donc dans les marges. Certes, on a constaté au fil du temps une sorte de mobilité sociale, notamment par le commerce et les études. Néanmoins, avec la crise multiforme qui a frappé le Sénégal au milieu des années 1980 nécessitant l'appel aux bailleurs de fonds qui vont imposer des politiques d'ajustement structurel drastiques, provoquant le licenciement des fonctionnaires et la réduction des budgets consacrés à l'éducation, ces familles nouvellement urbanisées du *village multi-situé* sont entrées dans un cycle de tensions. Ces difficultés sont occasionnées par leur agrandissement parce qu'elles accueillent toujours des membres de la parenté en provenance du site originel, et aussi parce qu'une partie de leurs enfants n'arrivent pas à finir leurs études exigeantes en ressources financières, en l'absence d'une prise en charge sous forme de bourses par les pouvoirs publics.

Ramata est née en 1980 à Dakar de parents arrivés de la moyenne vallée au milieu des années 1970. Elle est membre d'une fratrie de 3 sœurs et 3 garçons, dont elle est l'aînée. Le père a commencé ses activités dans la vente ambulante, puis dans le commerce de tissus dans un grand marché de la banlieue dakaroise. La mère travaille dans l'espace domestique, en s'occupant principalement de l'éducation des enfants et des tâches ménagères. Tous les enfants sont mis systématiquement à l'école, ce qui résulte plus de la volonté du père désireux d'une mobilité sociale pour ses enfants. Le commerce qu'il pratique permet de nourrir la famille, c'est-à-dire sa femme et ses enfants et des membres de la parenté arrivant du village. Ramata fait des études jusqu'en classe de troisième, donc à la fin du collège, mais peine à décrocher le diplôme qui lui aurait permis de continuer ses études au lycée. Les deux garçons qui lui succèdent dans l'ordre de naissance échouent l'un après le bac, l'autre après deux années infructueuses à l'université. En 1999, Ramata se marie avec un cousin installé en France, originaire du village mais que ses parents ont hébergé pendant les années où il vivait à Dakar en pratiquant la menuiserie. En 2001, elle bénéficie de la procédure du regroupement familial et rejoint son mari dans la banlieue parisienne. Se débrouillant en français, elle en profite pour faire des formations, et trouve un emploi dans un restaurant. Après deux années de travail, elle fait venir son frère qui avait échoué à l'université, lequel se marie au bout d'un an en France avec une cousine qui y est née. Par la suite, Ramata et son frère font venir le deuxième frère qui avait peine à percer à l'université de Dakar, n'étant pas boursier, et ses parents n'étant pas en mesure de prendre en charge ses études. Ramata et ses deux frères paient après leur bac des études dans des universités privées pour les deux dernières sœurs : elles trouvent du travail sur place dans des entreprises privées et sont aujourd'hui mariées à des cadres. Le dernier frère, après de brillantes études en médecine financées par Ramata et les frères qui sont en France, exerce aujourd'hui dans un hôpital public.

L'exemple de la fratrie de Ramata montre une mobilité à la fois géographique et sociale qui doit en partie à la migration, à l'activation des solidarités entre frères et sœurs, de même qu'à la création de conditions pour que les plus jeunes d'entre eux fassent d'excellentes études avec à la clé des emplois de la classe moyenne locale. Ici encore, la migration permet à la famille de parer au déclin de l'activité du père et à l'échec scolaire. Au final, au sein de ce

⁹ Ibid.

village multi situé, cette famille fait partie des plus respectées, parce que ses membres ont fait montre d'une grande solidarité et d'une capacité à faire face à des événements qui auraient pu l'affaiblir durablement.

22.5. La mobilité par les études

L'école s'est implantée assez tôt au Sénégal, dès le dix-neuvième siècle, et d'abord du fait des missions chrétiennes, puis s'est ensuite répandue grâce au déploiement de l'administration coloniale (Bouche, 1975 ; Dia, 2018). Cependant, elle a mis du temps avant de couvrir l'essentiel du territoire national. C'est pourquoi elle est longtemps restée une affaire d'élites, en particulier dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Au fil du temps, elle montre les possibilités de mobilité sociale qu'elle offre dans certaines situations, et commence dès lors à devenir attrayante pour les populations, y compris celles qui étaient le plus éloignées d'elle. Quand les sécheresses ont fini d'avoir des effets désastreux sur les structures agricoles, et que la terre est devenue un repoussoir pour les habitants à cause du manque de capitaux pour financer l'achat de matériel agricole, certaines ont joué la carte de la scolarisation, sinon de tous, au moins d'une partie des enfants.

Seydel est né dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal en 1985 de parents vivant difficilement d'une agriculture erratique. Il y est scolarisé jusqu'en classe de terminale. En 2007, titulaire d'un baccalauréat, il est orienté vers la faculté des sciences juridiques où il décroche un Master 2 en 2012. Entre 2012 et 2014, il cherche des stages qu'il n'arrive pas à trouver, et passe plusieurs concours sans suite, en dépit de bons résultats universitaires. Un de ses anciens condisciples établi à Nice lui suggère d'essayer de trouver une inscription dans une université française, pour partir en France et sortir ainsi d'une impasse à ce stade de sa trajectoire. Il y arrive en 2016 pour faire un Master 2, trouve du travail dans le conseil juridique et se marie avec une Sénégalaise venue aussi faire ses études en France. L'épouse a fait des études en marketing et travaille dans une grande entreprise. Seydel analyse ainsi le changement intervenu dans sa vie :

« (...) C'est l'idée de cet ami qui m'a sauvé. Au Sénégal, c'est très difficile sans les réseaux, les compétences ne comptent pas. J'ai tapé toutes les portes à Dakar. Je ne me lassais pas. J'essayais de tout faire, mais rien à la fin... Maintenant je suis content. Je gagne ma vie, et j'aide ma famille qui est au village. J'aide aussi mon jeune frère qui est à l'université. J'espère l'aider à venir aussi, parce que moi je ne crois pas en leur Sénégal émergent. Oui eux, ils émergent, mais pas les gens comme nous (...)»¹⁰

Le parcours de Seydel montre que les études sont aussi une voie pour trouver une intégration professionnelle qui peine à se manifester sur place. Partir devient une solution lorsque sur place, l'horizon semble bouché, avec, à la clé, une issue vers l'émancipation sociale et le gain d'un statut qu'il serait autrement difficile d'acquérir sur place, dans un pays gangrené par le clientélisme politico-affairiste.

22.6. Conclusion

Un certain constructivisme scientifique, produit d'un regard en surplomb, force souvent sur le caractère misérable, ou encore déclassant de la migration (Lagrange, 2013). C'est que pour une bonne part, on refuse de prêter attention aux représentations que les concernés attribuent eux mêmes à leurs pratiques, et surtout de prendre toute la mesure des contextes de départ dans ce qu'ils disent de la parenté, de l'économie, de la politique, voire de la majorité et de la respectabilité sociales. Une relation de longue durée, nouée en 2003 et consolidée dans le cadre d'une enquête à intervalles réguliers, révèle d'autres façons d'appréhender les migrations. Les Sénégalais issus de la moyenne vallée que nous avons rencontrés considèrent de manière générale qu'ils ont réussi à partir du moment où ils arrivent à faire face à un certain nombre de besoins minimaux et exprimer une solidarité aux leurs à travers le financement soit d'un voyage, soit d'études, soit encore de l'alimentation quotidienne, soit enfin de la santé des proches. Les cas exposés dans ce chapitre montrent aussi que c'est souvent la situation socioéconomique qui conduit à envisager l'émigration comme alternative à ce qu'on peut qualifier de mort sociale, c'est-à-dire une vie sans travail, sans revenus, et sans statut, ou en tant que stratégie de diversification des sources de revenus, ou en tant que moyen de construire petit à petit une mobilité sociale à la fois pour soi et pour les membres de la parenté quand c'est possible. Voilà pourquoi la question migratoire reste aussi et surtout, pour ce qui est du contexte sénégalais, une problématique éminemment économique.

¹⁰ Extrait d'un entretien avec Seydel, rencontré à Dakar, lors d'un séjour pour vacances en avril 2019.

- Beauchemin C., D. Lessault et P. Sakho
 2013 « Dakar, des ménages mieux logés grâce aux migrants ? », in C. Beauchemin, L. Kabbanji, P. Sakho, B. Schoumaker (dir.), *Migrations africaines. Le co-développement en questions*, Paris, Armand Colin, pp. 159-190.
- Bredeloup, S.
 2014 « Pluralité des parcours des étudiants ouest-africains en Chine », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 13, pp. 139-165.
- Bouche, D.
 1975 *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique occidentale de 1817 à 1920*. Lille, Université de Lille III, Service de reproduction des thèses, et Paris, Librairie Honoré Champion, 2 tomes, 994 pages.
- Dia, H.
 2013 "From field to concept. The Example of Senegalese multi-sited villages", *Journal of Intercultural Studies*, 34 (5), pp. 569-583.
- 2015a *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal. Socio-anthropologie d'un « village multi-situé »*, Paris, L'Harmattan, p. 397.
- 2015b « Les diplômés en langue arabe au sein de l'élite sénégalaise. Du symbolique à l'académique », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, pp. 187-206.
- 2018 « Dynamiques de construction de l'école dans un contexte libéral. Esquisse d'un art sénégalais des compromis provisoires », in Emmanuel Grégoire, Jean-François Kobiané et Marie-France Lange (dir.), *L'État réhabilité en Afrique. Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, Paris, Karthala, pp. 47-63.
- Diop M. C. (sous la direction de)
 2008 *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*, Paris, Karthala, p. 434.
- Division de la population des Nations-Unies (DAES)
Migrants internationaux par origine et destination, 2013.

- Fall, P. D.
2016 *Des Francenaabe aux Modou Modou. L'émigration sénégalaise contemporaine*, Dakar, L'Harmattan, p. 559.
- Kane, O.
2019 *Les Sénégalais d'Amérique. Islam, transnationalisme, intégration*, Dakar, CERDIS, 261 pages.
- Kane, O.
2004 *La première hégémonie peule*, Paris, Karthala, p. 672.
- Lagrange, H.
2013 *En terre étrangère. Vies d'immigrés du Sahel en Ile-de-France*, Seuil, Paris.
- Lavigne-Delville, P.
1991 *Irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal*, Paris, Syros-Alternatives, p. 232.
- Manchuelle, F.
2004 *Les diasporas de travailleurs soninké (1848-1960). Migrants volontaires*, Paris, Karthala, p. 349.

ENTRETIEN AVEC MICHAEL ADEKEYE, Président de la Nigerians in Diaspora Organisation (NIDO) Europe, Belgium – Luxembourg¹

Quels objectifs poursuit la NIDO ?

La NIDO Europe est la branche européenne d'un réseau mondial de la diaspora nigériane, et chapeaute différentes sections nationales. À la section Belgique et Luxembourg, nous avons pour but premier de mobiliser les talents professionnels au sein de la diaspora nigériane, et de faciliter le transfert de compétences vers le Nigéria. Nous axons nos efforts sur les compétences, parce que nous les jugeons plus opérantes que les transferts financiers.

Concrètement, quelle est votre action ?

Nous travaillons par exemple avec des médecins, des professionnels des technologies de l'information ou des conseillers financiers ici en Belgique ou au Luxembourg, et étudions la manière dont il est possible de transmettre leurs compétences dans notre pays d'origine. Nous réunissons des ressources depuis l'Europe et le Nigéria. Chaque année, l'entreprise pour laquelle je travaille me fait don d'ordinateurs portables et de bureaux, que nous mettons à profit dans le cadre de formations destinées à des établissements scolaires et à des personnes dans les communautés locales au Nigéria, où le niveau de compétence informatique reste faible, ou que nous distribuons à ceux qui ne peuvent pas en acheter. Ensuite, nous organisons des visites au Nigéria pour d'autres amis qui souhaitent apporter leur aide. Nous recevons également le soutien de jeunes bénévoles par l'intermédiaire du service national nigérien de volontariat (Nigerian National Volunteer Service). D'autres organisations de la NIDO en Europe mettent en œuvre des projets visant à aider les communautés dans notre pays d'origine. Notre organisation sœur en Allemagne a créé, avec l'aide de comités locaux, un centre de formation professionnelle au Nigéria, et la NIDO Irlande a construit un centre de dépistage de l'anémie au Nigéria.

Quelle contribution la diaspora peut-elle apporter au Nigéria et aux pays de destination ?

Des compétences, des compétences, et encore des compétences – voilà ce que nous pouvons restituer à notre pays d'origine. Comme le dit un adage populaire, il faut apprendre aux gens à pêcher. Le Nigéria possède une population jeune, mais il est nécessaire d'améliorer l'instruction. Nous nous concentrons trop sur les produits et négligeons le secteur des services, où se trouve le futur de l'économie nigériane. Et nous pouvons aider les pays de destination à identifier les domaines qui ont besoin de leur aide. Actuellement, ces pays octroient des aides importantes au Nigéria, mais elles sont rarement allouées au domaine des compétences et de la formation professionnelle. L'aide au développement finance généralement la construction de bâtiments et de routes et l'approvisionnement en eau, mais ne cible pas suffisamment les problèmes sous-jacents et les compétences nécessaires pour rendre le progrès durable. Par ailleurs, les gouvernements des pays de destination coopèrent pour la plupart directement avec les gouvernements des pays d'origine et, souvent, n'agissent pas sur les causes profondes. La diaspora nigériane a un rôle à jouer dans ce champ, et devrait être incluse dans la concertation entre les Gouvernements nigérien et européens.

Quelles difficultés rencontrez-vous ?

La NIDO visant à mettre à profit des compétences plutôt que de l'argent, nous faisons figure d'organisation élitiste aux yeux de certains Nigériens de la diaspora. Je pense pourtant que nous aurions besoin de la participation de tous les professionnels qui se trouvent ici, y compris des ouvriers d'usine. Ils ont suivi des formations, maîtrisent les normes de santé et de sécurité, et pourraient nous aider à changer la manière dont on travaille au Nigéria. Ensemble, nous sommes assez nombreux pour produire un modeste changement. D'autres voient également la NIDO comme une extension du Gouvernement, parce que l'organisation a été fondée par un ancien président nigérien. Bien que nous offrions un canal permettant au Gouvernement de s'adresser à la diaspora, nous ne recevons pas d'aide substantielle de sa part.

¹ Entretien mené par Irene Schöfberger, Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Quelles sont vos recommandations pour la recherche, la politique et la programmation ?

Tout d'abord, sollicitez des Nigériens de la diaspora lorsque vous échangez avec le Gouvernement nigérian sur des questions de commerce, de migration ou sur d'autres sujets. Nous savons pourquoi nous sommes partis et ce qui est nécessaire pour améliorer la situation dans notre pays d'origine. Ensuite, les pays européens doivent accorder plus d'attention à l'éducation au Nigéria, dès l'école primaire et en prenant en compte la formation informelle. Nous avons également besoin de formations professionnelles, par exemple dans le domaine de l'électronique, de la mécanique et de l'ingénierie. Et nous devons améliorer les compétences dans le secteur agricole – par exemple sur la diversité des cultures, la distribution et la vente – afin d'encourager les jeunes à devenir agriculteurs. Cela peut également leur fournir d'autres options que des migrations dangereuses. Enfin, nous observons que les migrants hautement qualifiés disposent de davantage de possibilités de migration légale et d'intégration dans les pays de destination. Ceux qui souffrent le plus sont ceux qui affichent un niveau inférieur de compétences ou d'éducation formelle.